

**Conseil économique et social**Distr.: Générale
19 septembre 2012Français
Original: Anglais**Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique**
Comité des technologies de l'information et de la communication**Troisième session**

Bangkok, 20-22 novembre 2012

Point 6 de l'ordre du jour provisoire *

**Mesure des progrès accomplis: objectifs et indicateurs
relatifs aux technologies de l'information et de la
communication définis lors du Sommet mondial sur la
société de l'information****Mesure des progrès accomplis: objectifs et indicateurs
relatifs aux technologies de l'information et de la
communication définis lors du Sommet mondial sur la
société de l'information ******Note du secrétariat***Résumé*

La région Asie-Pacifique est à la pointe de la révolution des technologies de l'information et de la communication (TIC). Elle est le principal producteur et exportateur de produits informatiques et en est l'un des principaux consommateurs. Bien comprendre et analyser les avantages et les coûts des TIC devient une tâche de plus en plus complexe, et en analyser de l'impact social, économique et environnemental constitue un défi croissant pour les responsables des politiques. Les gouvernements ont donc un besoin urgent de données fiables, pertinentes et internationalement comparables.

Face à cette situation, le Sommet mondial sur la société de l'information a recommandé l'élaboration d'indicateurs précis pour la mesure des TIC. C'est ainsi qu'a été créé le Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement, initiative interinstitutions chargée de définir une liste d'indicateurs fondamentaux et de méthodologies et normes statistiques correspondantes de manière à permettre la constitution d'une base de données internationalement comparables sur les TIC. Si les efforts du Partenariat ont permis d'améliorer la disponibilité de statistiques, la région Asie-Pacifique reste celle dans laquelle les lacunes sont les plus nombreuses. De ce fait, il est particulièrement difficile pour les responsables des politiques de la région de fonder leurs stratégies sur une analyse factuelle. En outre, les lacunes constatées concernent des séries de données clefs dont la disponibilité faciliterait une meilleure compréhension de l'impact multidimensionnel des TIC sur les objectifs du développement durable dans le contexte du programme de développement en préparation pour l'après-2015.

En sa qualité de membre fondateur du Partenariat, le secrétariat se propose d'apporter son aide à la région en matière de statistiques des TIC. Pour ce faire, il procèdera à un examen régional de la disponibilité d'indicateurs et dressera le bilan de la réalisation des cibles du Sommet mondial sur la société de l'information en prévision de l'examen décennal de la mise en œuvre des recommandations du Sommet qui doit avoir lieu en 2014/2015.

* E/ESCAP/CICT(3)/L.1.

** La soumission traduite de ce document est liée au calendrier des consultations d'expert.

Le secrétariat se propose aussi d'aider les pays en organisant des activités appropriées de renforcement des capacités dans ce domaine grâce à son institution régionale, le Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement (CAPFTIC).

Le Comité voudra peut-être examiner ces questions et donner de nouvelles directives au secrétariat pour l'exécution de ses travaux.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Les indicateurs fondamentaux du Partenariat et les tendances régionales	4
A. Accès aux TIC et infrastructure dans ce domaine	4
B. Accès aux TIC et leur utilisation par les ménages et les particuliers	9
C. Utilisation des TIC par les entreprises	10
D. Mesure du secteur des TIC	12
E. Indicateurs sur la mesure des TIC dans l'éducation	12
F. Indicateurs de l'administration en ligne	13
III. Mesurer les progrès dans la réalisation des cibles du Sommet mondial sur la société de l'information	14
IV. Travaux en cours: questions émergentes intéressant la région de l'Asie et du Pacifique	15
A. Cyberdéchets	16
B. Indicateurs sociaux	16
C. Réseaux d'infrastructure	16
D. Indicateurs économiques	17
V. Questions soumises à l'examen du Comité	17
A. Partenariat pour la mesure des TIC au service du développement	17
B. Sommet mondial sur la société de l'information	18
VI. Conclusions	18

Tableaux

1. Pénétration du téléphone par région	6
2. Abonnés à l'Internet fixe à haut débit par 100 habitants	7
3. Largeur de bande Internet internationale par habitant	8
4. Les cinq économies ayant les tarifs les plus élevés et les plus faibles pour le haut débit dans la région	9
5. Quelques indicateurs sur l'utilisation des TIC par les entreprises dans la région Asie-Pacifique	11
6. Indice de développement de l'administration électronique dans les différentes régions	14

Annexes

I.	Liste révisée et élargie des indicateurs fondamentaux relatifs aux technologies de l'information et de la communication du Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement	20
II.	Disponibilité des indicateurs fondamentaux	22
III.	Niveaux des indicateurs fondamentaux dans la région Asie-Pacifique.....	23
IV.	Listes des économies de la CESAP présentée selon les catégories utilisées dans le présent rapport.....	25

I. Introduction

1. Au cours des 20 années écoulées, les technologies de l'information et de la communication (TIC) en sont venues à jouer un rôle essentiel dans le fonctionnement des sociétés et des économies sous l'effet de la rapidité des innovations. Dans le domaine de la téléphonie mobile et de l'Internet à large bande, les innovations ont permis de brûler les étapes des technologies intermédiaires et fournissent toute une gamme de nouveaux services à des personnes qui étaient jusque là incapables de se prévaloir des technologies de la communication. La région Asie-Pacifique est au cœur de ce progrès, tant pour ce qui est de la pénétration des TIC que comme centre mondial de production et d'importation des biens et services informatiques.

2. Bien comprendre les avantages et les coûts des TIC devient une opération de plus en plus complexe, et en analyser l'impact social, économique et environnemental constitue un défi croissant pour les responsables des politiques. De ce fait, les gouvernements ont un besoin urgent de données fiables, pertinentes et internationalement comparables. À la suite d'initiatives prises dans un certain nombre de pays, le Sommet mondial sur la société de l'information a recommandé l'élaboration d'indicateurs et méthodes précis pour la mesure des TIC. Le Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement a ainsi été lancé à la onzième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD XI) tenue à Sao Paulo (Brésil) en juin 2004¹.

3. Le Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement est une initiative multipartite conçue pour améliorer la disponibilité et la qualité de statistiques internationalement comparables sur les TIC². Les travaux du Partenariat ont reçu l'aval de la Commission de statistique, de même que du Conseil économique et social. Les évaluations internes et externes dont ils ont fait l'objet ont conclu à l'intérêt de cette entreprise, qui constitue une bonne pratique en matière de coordination interinstitutions, permet d'éviter les efforts inutiles et facilite des synergies avantageuses sur le plan des coûts³. La CESAP et les autres commissions régionales comptent parmi les membres du Partenariat.

4. La présente note a pour objet d'examiner les initiatives statistiques du Partenariat, de passer en revue les tendances en matière de développement des TIC que les indicateurs du Partenariat ont permis de déceler dans la région, et de soumettre au Comité les domaines dans lesquels la CESAP devrait poursuivre ses travaux à l'avenir.

¹ Voir TD/412.

² Voir la brochure du Partenariat: www.itu.int/ITU-D/ict/partnership.

³ Voir E/CN.3/2012/12.

II. Les indicateurs fondamentaux du Partenariat et les tendances régionales

5. Le Partenariat a établi une liste d'indicateurs fondamentaux que chaque pays doit rassembler afin de constituer une base de données communes et internationalement comparables. Ces indicateurs ont été définis à l'issue d'un processus mondial de consultation auquel la région Asie-Pacifique était aussi partie. Le Partenariat et ses membres, en consultation avec les États membres, s'emploient constamment à ajuster et améliorer la liste d'indicateurs fondamentaux en tenant compte des résultats de la collecte de données et de l'évolution technologique. À ce stade, cinq séries d'indicateurs fondamentaux ont été mises au point. Pour chacune d'elles, l'une des institutions membres du Partenariat joue un rôle directeur en fonction de son domaine d'expertise et de son mandat.

A. Accès aux TIC et infrastructure dans ce domaine

6. Le Partenariat a chargé l'Union internationale des télécommunications (UIT) d'élaborer une série d'indicateurs pour mesurer l'accès aux TIC et l'infrastructure dans ce domaine (voir annexe I).

7. Ces indicateurs sont établis principalement grâce aux données administratives obtenues auprès des autorités de régulation des télécommunications et des ministères chargés des TIC. D'une manière générale, ils sont disponibles pour un grand nombre de pays et sont le plus souvent à jour et relativement peu coûteux à établir. En outre, comme leur établissement se fait de relativement longue date, ils sont maintenant disponibles pour plus de 80 % des pays du monde, ce qui donne une bonne comparabilité et offre aux décideurs une large vue d'ensemble sur la situation de leur marché national de TIC. En revanche, ces indicateurs peuvent être moins intéressants sur le plan statistique que des données fondées sur des enquêtes permettant de recueillir davantage d'informations et d'établir des corrélations fondées sur des variables multiples.

8. En ce qui concerne la disponibilité au niveau mondial des données entrant dans les indicateurs fondamentaux de l'accès aux TIC, l'Asie Pacifique est, de toutes les régions en développement, celle qui a le taux de disponibilité le plus faible; de surcroît, ce taux a marqué un déclin. Cela montre bien que les membres et membres associés de la CESAP doivent déployer des efforts plus soutenus pour recueillir des données, comme on le verra plus avant au dernier chapitre du présent rapport.

1. Téléphonie fixe

9. Entre 2005 et 2011, les taux de pénétration de la téléphonie fixe ont diminué de 8,96 % dans la région Asie-Pacifique. Ce déclin est analogue à celui qu'ont connu la plupart des régions du monde, y compris les pays développés, à mesure que le téléphone mobile et le protocole de transmission de la voix par Internet (VoIP) se sont développés. Cette moyenne régionale pondérée est largement influencée par les changements survenus dans les deux pays les plus peuplés de la région, la Chine et l'Inde. Si l'on examine plus avant la situation, on constate qu'il existe des variations sensibles entre les pays, et qu'un certain nombre de pays membres de la CESAP, de toutes catégories sur le plan du revenu, ont enregistré des progrès de la pénétration de la téléphonie fixe.

2. Téléphonie mobile

10. Les données relatives aux abonnements au téléphone mobile reflètent clairement la réalisation du miracle du téléphone mobile dans la région Asie-Pacifique (voir annexe III, figure 1). Grâce aux investissements consentis dans l'infrastructure, aux progrès de la concurrence et à la diminution des coûts du matériel, les prix de la télécommunication mobile ont baissé, ce qui a rendu la téléphonie mobile accessible et abordable à une proportion beaucoup plus grande de la population. Les taux moyens de pénétration dans la région ont bondi de 215 % entre 2005 et 2011, l'augmentation allant de 25,77 % à 81,18 %. En conséquence, la cible 10 du Sommet mondial sur la société de l'information relative à la téléphonie mobile, à savoir « Faire en sorte que plus de la moitié des habitants de la planète aient à leur portée un accès aux technologies de l'information et de la communication »⁴ a été dépassée bien avant la fin de la période prévue pour sa réalisation. En outre, les taux d'augmentation ont été très supérieurs dans les pays qui avaient au départ un taux de pénétration faible. En 2005, 14 pays seulement (appartenant tous aux catégories des pays à revenu élevé ou à revenu moyen supérieur) avaient un taux de pénétration de plus de 50 %. En 2011, au moins 45 pays membres de la CESAP, y compris de nombreux pays parmi les moins avancés, avaient dépassé le taux repère de 50 %. Les pays d'Asie du Sud notamment ont obtenu des résultats particulièrement bons à cet égard, de sorte que leur vaste population est pour la première fois en mesure de bénéficier des avantages multiples de la connectivité. L'indicateur fondamental sur les abonnements à la téléphonie mobile pour 100 habitants a presque décuplé en Inde, passant de 7,91 % à 72 % de 2005 à 2011. Des progrès analogues ont été enregistrés au Pakistan (de 8,05 % à 61,61 %) et au Bangladesh (de 6,4 % à 56,48 %). Les pays les moins avancés d'Asie et les pays d'Asie centrale ont connu également de très rapides accroissements de leurs taux de pénétration tandis que les États insulaires du Pacifique progressaient à un rythme moins rapide (tableau 1). À l'autre extrême, les pays développés et les pays plus avancés de la région ont connu de moindres taux de croissance de la pénétration du téléphone mobile, ce qui reflète un point de départ plus élevé et la saturation du marché.

11. Dans quelques pays de la région, la couverture est encore très faible. C'est le cas par exemple à Kiribati où 13,54 % seulement de la population avait accès à un signal mobile en 2010. Tel est aussi le cas en République populaire démocratique de Corée (4,09 %), aux Îles Marshall (7,03 %), au Myanmar (2,57 %) et au Népal (35 %). Ces chiffres font apparaître la nécessité de continuer à développer la téléphonie mobile dans ces pays afin de réduire la fracture numérique à cet égard. En continuant d'associer l'initiative du secteur privé à une politique généralement favorable aux pauvres de la part des gouvernements, la région progresse vers la réalisation de l'objectif de la téléphonie mobile pour tous.

⁴ www.itu.int/ITU-D/ict/publications/wtdr_10/index.html. Consulté le 24 septembre 2012.

Tableau 1
Pénétration du téléphone mobile par région

Régions ^a	A2 – téléphone cellulaire mobile abonnements par 100 habitants		Variation absolue de la pénétration (pourcentage)
	2011	2005	
Économies développées et économies en développement avancées de la CESAP	137,57	82,13	55,44
Autres économies en développement de la CESAP ^b	75,65	19,82	55,84
Économies moins avancées de la CESAP	47,10	4,70	42,40
Économies insulaires du Pacifique de la CESAP	45,60	6,97	38,63
Économies en développement sans littoral de la CESAP	77,90	8,99	68,91
 Afrique ^c	 53,10	 12,40	 40,70
États arabes ^c	96,90	27,10	69,80
Europe ^d	120,80	91,60	29,20
Amérique latine et Caraïbes ^d	106,65	43,35	63,30
Amérique du Nord ^d	102,89	67,07	35,82

^a Voir annexe IV pour les catégories d'économies de la CESAP.

^b Économies en développement de la CESAP à l'exclusion de: la République de Corée; la Fédération de Russie; Singapour; Hong Kong (Chine) et Macao (Chine).

^c Voir www.itu.int/ITU-D/ict/statistics/at_glance/keytelecom.html.

^d CESAP, à partir de la base données du l'UIT sur les télécommunications mondiales et les indicateurs des TIC.

Source: CESAP, à partir de la base de données de l'UIT sur les télécommunications mondiales et les indicateurs des TIC, et du site www.itu.int/ITU-D/ict/statistics/at_glance/keytelecom.html.

3. Pénétration de l'Internet

12. L'établissement d'indicateurs sur la pénétration de l'Internet, tant fixe que mobile, et à haut ou bas débit, demeure un problème dans la région. Les données relatives à l'Internet mobile à haut débit ne sont disponibles que pour quelques pays; en revanche les données sont plus abondantes pour l'Internet fixe à haut débit. Malgré tout, l'information disponible indique une fracture numérique pour l'accès à l'Internet et un écart croissant pour l'Internet à haut débit, qu'il soit fixe ou mobile. Comme il est indiqué dans d'autres rapports du secrétariat présentés à la troisième session du Comité, cela suscite bien des préoccupations, le haut débit offrant le maximum des avantages de l'Internet en rapidité et en qualité. Ainsi, le recours au haut débit en est venu à constituer une précondition essentielle pour certaines activités telles que la délocalisation de services à l'étranger ou l'application de systèmes d'alerte rapide en cas de catastrophe. Les données informatiques de la période 2005 à 2011 montrent que la pénétration de l'Internet fixe à haut débit a progressé lentement dans la région, passant de 2,34 à 6,79 %. Un examen de ces données met également en évidence un certain nombre d'autres faits intéressants. L'un est que cette croissance est faible au regard des normes internationales (voir tableau 2 ci-après). Deuxièmement, les disparités entre pays sont les plus prononcées dans la région Asie-Pacifique, les pays avancés dans le domaine des TIC de cette région figurant en tête du classement mondial alors que les pays en développement restent à la traîne, derrière les pays en développement d'Amérique latine. De même, les dix pays les mieux placés de la région du point de vue de la progression de la pénétration de l'Internet fixe sont exclusivement des pays à revenu élevé. Les sept autres pays qui ont enregistré

des augmentations supérieures à la moyenne régionale pendant cette période étaient tous des pays à revenu élevé ou à revenu intermédiaire supérieur. Troisièmement, l'écart en matière d'accès à l'Internet fixe est en train de s'accroître plutôt que de diminuer (annexe III, figure 2).

Tableau 2

Abonnés à l'Internet fixe à haut débit par 100 habitants

Régions ^a	A4 – Abonnés à l'Internet fixe à haut débit par 100 habitants		
	2011	2005	variation
Économies développées et économies en développement avancées de la CESAP	22,38	11,83	10,57
Autres économies en développement de la CESAP ^b	5,13	1,22	3,91
Économies moins avancées de la CESAP	0,09	0,00	0,09
Économies insulaires du Pacifique de la CESAP	1,10	0,30	0,80
Économies en développement sans littoral de la CESAP	1,89	0,02	1,87
Afrique ^c	0,20	0,00	0,20
États arabes ^c	2,10	0,30	1,80
Europe ^c	24,80	10,90	13,90
Amérique latine et Caraïbes ^d	6,66	1,51	5,15
Amérique du Nord ^d	29,07	17,67	11,40

^a Voir annexe IV pour les catégories d'économies de la CESAP.

^b Économies en développement de la CESAP à l'exclusion de: la République de Corée; la Fédération de Russie; Singapour; Hong Kong (Chine) et Macao (Chine).

^c Voir www.itu.int/ITU-D/ict/statistics/at_glance/keytelecom.html.

^d CESAP, à partir de la base données du l'UIT sur les télécommunications mondiales et les indicateurs des TIC.

Source: CESAP, à partir de la base de données de l'UIT sur les télécommunications mondiales et les indicateurs des TIC, et du site www.itu.int/ITU-D/ict/statistics/at_glance/keytelecom.html.

13. Une ventilation plus détaillée des données relatives à l'accès à Internet ferait certainement apparaître d'autres disparités à l'intérieur des pays, de même qu'entre les régions rurales et urbaines, et par sexe, âge et niveau de revenu. Comme on l'a vu ci-dessus, la disponibilité de données désagrégées est essentielle pour bien comprendre la dynamique sociale et les autres caractéristiques de la fracture numérique et pour formuler des mesures correctives ciblées. Les données relatives à l'utilisation de l'Internet par les ménages offrent, là où elles sont disponibles, certaines indications à cet égard.

4. Largeur de bande Internet internationale

14. La largeur de bande Internet internationale par habitant reflète la qualité et la rapidité que peuvent espérer les utilisateurs de l'Internet. Comme on peut s'y attendre, cet indicateur révèle, parmi les membres et membres associés de la CESAP, un large écart entre les économies hyperconnectées et les pays plus pauvres, notamment les économies les moins avancées les économies insulaires du Pacifique et les économies en développement sans littoral. Les comparaisons interrégionales montrent que la région Asie-Pacifique dans son ensemble a fait des progrès phénoménaux en matière de largeur de bande Internet et, par voie de conséquence, de capacité à fournir des services de TIC. Cela tient en grande partie à ce que les pays les plus avancés disposent maintenant de la plus forte largeur de bande disponible à l'échelle mondiale alors que le reste de l'Asie-Pacifique se trouve à un niveau comparable à celui du groupe Moyen Orient et Afrique du Nord et inférieur à celui de l'Amérique latine. La largeur de bande internationale dans les pays les moins avancés de la

région est comparable à celle de l'Afrique et sa progression a été la plus faible du monde (tableau 3).

Tableau 3

Largeur de bande Internet internationale par habitant

Régions ^a	A6 – Largeur de bande Internet internationale par habitant (bits/sec/habitant)		
	2011	2005	Augmentation en pourcentage
Économies développées et économies en développement avancées de la CESAP	53 664	2 330	2 203
Autres économies en développement de la CESAP ^b	9 860	457	2 056
Économies moins avancées de la CESAP	4 054	719	464
Économies insulaires du Pacifique de la CESAP	7 301	887	723.18
Économies en développement sans littoral de la CESAP	6 863	449	1428
Afrique	3 55	340	947
États arabes	9 148	797	950
Europe	72 440	6 897	1 049
Amérique latine et Caraïbes	19 632	1 341	1 364
Amérique du Nord	49 444	7 431	565

^a Voir annexe IV pour les catégories d'économies de la CESAP.

^b Économies en développement à l'exclusion de: la République de Corée, la Fédération de Russie, Singapour, Hong Kong (Chine) et Macao (Chine).

Source: CESAP, à partir de la base de données de l'UIT sur les télécommunications mondiales et les indicateurs des TIC.

5. Tarifs

15. Le Partenariat rassemble et diffuse des données sur les tarifs tant pour l'accès à l'Internet fixe à haut débit que pour la téléphonie cellulaire mobile (prépayée).

16. En 2011, le tarif moyen d'accès à l'Internet haut débit par utilisateur était, dans les pays membres de la CESAP, d'environ 15,63 dollars par mois, soit 2,17 % de la moyenne mensuelle du revenu national brut par habitant. Ce chiffre étant une moyenne pondérée, il est largement influencé par les pays fortement peuplés. Le tableau 4 montre que les disparités au sein de la région varient d'un facteur proche de 100 pour ce qui est des tarifs et davantage encore en part de revenu. En revanche, il est intéressant de noter que certaines économies en développement, y compris des économies parmi les moins avancées, se situent dans le groupe qui a les tarifs les plus faibles en termes absolus (dollars É.U.) pour le haut débit, ce qui montre qu'il n'existe pas de liens indissociables entre les prix du haut débit et de faibles niveaux de développement. Les économies d'Asie du Sud en particulier sont parvenues à réduire leurs tarifs haut débit à des niveaux extrêmement bas (même s'ils demeurent relativement élevés par rapport au revenu mensuel moyen). Au Bangladesh, le tarif haut débit a diminué en 2011, passant à 7,75 dollars par mois, ce qui représente une très forte diminution (84,4 %) par rapport au tarif de 50 dollars par mois appliqué en 2009. Malgré cette très forte diminution, le nouveau tarif continuait à représenter 12,08 % du revenu mensuel moyen au Bangladesh et n'était donc abordable que pour les personnes à haut et moyen revenus.

Tableau 4
Les cinq économies ayant les tarifs les plus élevés et les plus faibles pour le haut débit dans la région de la CESAP
 (en dollars des Etats-Unis et en pourcentage du revenu mensuel moyen)

Économies		Tarif mensuel d'accès à l'Internet fixe à haut débit en 2011, dollars É.U.	Économies	Tarif d'accès à l'Internet fixe à haut débit en 2011 en pourcentage du revenu mensuel moyen
Les cinq économies ayant les tarifs mensuels les plus élevés pour l'accès à l'Internet fixe à haut débit	Kiribati	428.3	Tadjikistan	478.72
	Tadjikistan	347.1	Îles Salomon	280.18
	Îles Salomon	259.2	Kiribati	243.57
	Vanuatu	168.6	Afghanistan	187.83
	République démocratique populaire lao	139.2	République démocratique populaire lao	147.87
Les cinq économies ayant les tarifs mensuels les plus faibles pour l'accès à l'Internet fixe à haut débit	Macao (Chine)	8.5	Fédération de Russie	1.17
	Maldives	8.2	Singapour	0.78
	Bangladesh	7.8	Hong Kong (Chine)	0.72
	Inde	6.0	Japon	0.71
	Sri Lanka	5.5	Macao (Chine)	0.22
Moyenne pondérée CESAP		15.6	Moyenne pondérée CESAP	2.17

Source: CESAP, à partir de la base de données de l'UIT sur les télécommunications mondiales et les indicateurs des TIC.

B. Accès aux TIC et leur utilisation par les ménages et les particuliers

17. L'UIT a été chargée, dans le cadre du Partenariat, de définir et d'établir des indicateurs sur l'accès aux TIC et leur utilisation par les ménages et par les particuliers. Une série de douze indicateurs a été établie, qui comprend six indicateurs sur l'accès aux TIC par les ménages et six indicateurs sur cet accès par les particuliers. L'indicateur sur l'utilisation de l'Internet par les particuliers constitue un indicateur pour l'Objectif 8 du Millénaire pour le développement ainsi que pour les cibles du Sommet mondial sur la société de l'information et les objectifs de la Commission sur le large bande. Les indicateurs sur les ménages sont généralement établis par les bureaux nationaux de statistique à partir d'enquêtes sur les ménages. Les pays développés rassemblent ces statistiques depuis un certain nombre d'années, alors que les pays en développement n'ont en général commencé à le faire que récemment, la plupart seulement après la création du Partenariat et après l'établissement de questionnaires modèles par l'UIT destinés à leur en faciliter la collecte.

18. Ces indicateurs offrent des informations intéressantes complétant celles que fournissent les indicateurs sur l'accès et l'infrastructure car ils mettent en évidence les variables socioéconomiques qui influent sur l'utilisation des TIC ainsi que le type d'utilisation. Ils peuvent également être combinés avec diverses variables comme le revenu, le sexe, l'âge et la situation géographique. Cela peut aider les décideurs à mieux comprendre les ramifications dynamiques de l'utilisation des TIC et à voir comment diverses catégories d'utilisateurs peuvent bénéficier de l'évolution des TIC ou au contraire se heurter à certaines difficultés en résultant. En fin de compte, ces indicateurs apportent aux

responsables des outils supplémentaires leur permettant d'affiner la prise de décisions.

19. En ce qui concerne la disponibilité d'indicateurs sur les ménages, pour la période 2008-2011, la région Asie-Pacifique se trouve en meilleure situation que l'Afrique mais légèrement à la traîne derrière d'autres régions en développement (voir annexe II). Les indicateurs relatifs aux ménages et aux particuliers ne sont actuellement disponibles pour aucune des économies du Pacifique, et les données recueillies sont très fragmentaires pour les grands pays d'Asie du Sud, à savoir le Bangladesh, l'Inde et le Pakistan, ou encore pour la Chine.

20. Il est intéressant de noter que les données disponibles sur l'accès des ménages aux TIC montrent que la pénétration du téléphone mobile l'emporte sur celle du téléphone fixe dans toutes les économies de la CESAP et que l'écart entre les deux est parfois considérable, notamment dans les pays à faible revenu ou à faible taux de pénétration de la téléphonie fixe. Cela illustre aussi le rôle important du téléphone mobile pour démarginaliser des personnes restées pendant des décennies sans connectivité aucune en raison de l'inefficacité de l'infrastructure téléphonique fixe.

21. Comme on l'a vu précédemment au sujet des indicateurs relatifs à l'infrastructure, les données disponibles sur l'accès à l'ordinateur et à l'Internet et sur leur utilisation montrent que la région présente les plus grandes disparités du monde (96,8 % pour la République de Corée contre 2,6 % pour le Bangladesh)⁵. D'autres informations factuelles sur les avantages et les inconvénients potentiels de l'Internet ne sont pas encore disponibles. L'information étant limitée sur l'utilisation de l'Internet par les particuliers, la fréquence, l'emplacement et le type d'activités.

C. Utilisation des TIC par les entreprises

22. On considère que l'économie de l'information comprend deux principales composantes, d'une part la demande et l'utilisation des TIC par les entreprises et d'autre part les activités de production, qui englobent à la fois la fabrication de produits de TIC et les services de TIC. Il existe 12 indicateurs fondamentaux sur l'utilisation des TIC par les entreprises et 4 sur le secteur de production de TIC, pour lesquels la CNUCED a été chargée de rassembler des données (annexe I).

23. Les indicateurs sur l'utilisation des TIC par les entreprises permettent de mesurer:

- a) La présence des TIC dans les entreprises et leur utilisation par le personnel des entreprises;
- b) Le type d'utilisation des TIC dans les entreprises, y compris la présence sur le web et le commerce sur l'Internet, ainsi que le type d'activité économique exécuté en ligne.

24. Pour fournir des informations très détaillées et utiles aux décideurs, ces indicateurs sont établis selon la dimension de l'entreprise et le secteur d'activité.

⁵ Base de données de l'UIT sur les télécommunications mondiales et les indicateurs de TIC.

25. Les données disponibles sur l'utilisation des TIC par les entreprises donnent des informations utiles du point de vue de leurs incidences sur la compétitivité des entreprises (tableau 5). Comme on pouvait s'y attendre, l'utilisation des TIC dans la région est plus élevée dans les entreprises des économies avancées et plus faible dans les autres économies en développement. De même, le type d'utilisation de l'Internet par les entreprises, par exemple pour les opérations bancaires, varie selon les économies, éventuellement en fonction de différences dans le cadre réglementaire. D'une manière générale, de très nombreuses entreprises ont accès aux TIC, mais le recours aux TIC a tendance à diminuer en fonction du degré de complexité.

Tableau 5

Quelques indicateurs sur l'utilisation des TIC par les entreprises dans la région Asie-Pacifique

Économie	B1: Proportion d'entreprises utilisant l'ordinateur	B3: Proportion d'entreprises utilisant l'Internet	B5: Proportion d'entreprises présentes sur le web	B7: Proportion d'entreprises recevant des commandes par l'Internet	B12: Proportion d'entreprises utilisant l'Internet pour les opérations bancaires	B12: Proportion d'entreprises utilisant l'Internet pour la livraison de produits en ligne
Azerbaïdjan	25,39	16,66	2,65	0,24	5,67	0,78
Hong Kong (Chine)	63,57	60,62	19,97	1,48	21	19,69
Macao (Chine) (2007)	44,26	35,8	2,66 ^a	10,03
Kazakhstan (2008)	75,56	55,5	7,34	14,15	20,22	2,2
Kirghizistan	96,86	38,01	10,93	2,25
Philippines (2008)	88,37	72,65	34,11	4
Fédération de Russie (2008)	91,99	76,23	25,34	11,75	19,56	3,96
Singapour	77,84	74,63	36,68	30,21	42,21	27,32
Thaïlande (2008)	23,48	15,71	7,04	1,82	2,23	1,45
Turquie	90,68	88,83	52,16	9,1	67,76	2,75 ^b

^a 2003

^b 2004

Source: UNCTADSTAT, voir <http://unctadstat.unctad.org/ReportFolders/reportFolders.aspx>.

26. En ce qui concerne l'utilisation des TIC dans les entreprises, il faudrait disposer de données supplémentaires permettant d'améliorer l'intérêt des comparaisons entre les pays et de tirer de solides enseignements. Il est également essentiel d'élaborer des séries chronologiques pour évaluer l'impact des mesures tendant à utiliser les TIC pour le développement du secteur privé. De même, il conviendrait d'associer l'exploitation de données sur l'utilisation des TIC avec d'autres données telles que le rendement et la croissance du chiffre d'affaires des entreprises afin d'évaluer l'impact microéconomique de l'utilisation de ces technologies par les entreprises.

D. Mesure du secteur des TIC

27. Le secteur des TIC représente une large part de la production et des exportations totales des principales économies de la région Asie-Pacifique, cette dernière dominant maintenant les exportations mondiales de biens et services de TIC. Fait notable, la région compte sept des dix premiers exportateurs de biens de TIC, y compris le premier pays du monde en ce domaine, la Chine⁶.

28. Sur les quatre indicateurs fondamentaux du secteur productif des TIC (annexe I), deux donnent une idée de l'importance relative de ce secteur dans l'ensemble du secteur des entreprises et les deux autres mesurent la part des biens de TIC dans la total des importations et exportations nationales de marchandises, c'est à dire la part des TIC dans les échanges commerciaux.

29. Les deux indicateurs sur la dimension relative du secteur des TIC à l'intérieur du secteur privé sont établis à partir d'enquêtes sur les entreprises. Ce processus est coûteux, exige du temps et n'offre que des données limitées. En revanche, les données commerciales sur les biens de TIC sont globalement disponibles pour la plupart des pays car elles sont rassemblées périodiquement auprès de sources administratives (autorités douanières).

30. En ce qui concerne la mesure du commerce des services de TIC, il n'existe pas de méthodologies internationalement acceptées, bien que ce commerce se soit rapidement développé dans la région, par exemple en Inde et aux Philippines.

E. Indicateurs sur la mesure des TIC dans l'éducation

31. Améliorer l'éducation et l'ouvrir à tous est souvent considéré comme l'élément clef d'un programme de développement réussi. Les TIC offrent des possibilités sans précédent sur le plan de l'éducation. Les programmes d'éducation en ligne peuvent permettre des communications à sens unique ou même interactives entre instructeurs et étudiants, y compris dans les zones éloignées. Les TIC peuvent considérablement enrichir l'expérience pédagogique en offrant une panoplie sans précédent de matériels didactiques. En outre, de grands progrès ont été réalisés dans l'introduction de sujets et programmes d'étude concernant les TIC dans tous les secteurs.

32. Étant donné la demande croissante de normes statistiques sur les TIC dans l'éducation, l'Institut de statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (IS-UNESCO) a mis au point huit indicateurs fondamentaux à l'intention du Partenariat (annexe I). Les données de TIC entrant dans les indicateurs concernant l'éducation peuvent être obtenues auprès des sources administratives officielles existantes et n'ont donc pas à être recueillies dans le cadre d'enquêtes. Cela devrait permettre de procéder à leur collecte de façon suivie à long terme.

33. Pour remédier aux lacunes des données à l'échelle mondiale, l'Institut de statistique de l'UNESCO a lancé en 2011 un projet pilote qui a permis d'accroître sensiblement les disponibilités de données en Amérique latine et dans les Caraïbes. L'Institut procède à un exercice analogue qui devrait aboutir à la publication de nouvelles données d'ici à la mi-2013 et aussi accroître sensiblement la disponibilité d'indicateurs fondamentaux sur l'éducation en

⁶ Tiziana Bonapace et Jorge Martinez-Navarrete, "The digital economy as an accelerator of regional integration in Asia-Pacific", document de travail de la CESAP, 2012. Voir <http://www.unescap.org/idd/papers.asp>. Consulté le 27 septembre 2012.

ligne dans la région. Ces nouvelles données seront utiles pour aider à mesurer la réalisation des cibles du Sommet mondial sur la société de l'information (voir section III ci-dessous) et apporteront des éléments pour le processus d'examen régional de l'application des recommandations du Sommet mondial sur la société de l'information prévu en 2015.

F. Indicateurs de l'administration en ligne

34. L'accès en ligne aux services publics offre un grand intérêt pour le développement économique et social. Au nombre de ses avantages potentiels figurent l'organisation de meilleurs services publics pour les citoyens, l'amélioration des interactions avec les entreprises et l'industrie, la démarginalisation des citoyens grâce à leur accès à l'information et une gestion plus efficace des services publics – autant d'éléments qui peuvent permettre d'améliorer la transparence et la commodité, d'accroître le revenu et/ou de réduire les coûts.

35. À sa trente-huitième session, tenue à New York du 27 février au 2 mars 2007, la Commission de statistique a encouragé le Partenariat à ajouter à la liste d'indicateurs fondamentaux des indicateurs sur l'utilisation des TIC dans l'administration.⁷ En conséquence, le Groupe de travail du Partenariat sur l'administration électronique relevant de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a proposé sept indicateurs fondamentaux sur l'administration en ligne portant sur les trois domaines suivants: utilisation des TIC par le personnel de l'administration; accès aux TIC des organismes de l'administration; et fourniture de services en ligne aux citoyens. Le groupe de travail établit actuellement un manuel qui donnera aux statisticiens des méthodes et directives détaillées sur la production d'indicateurs internationalement comparables. Après quoi, le Partenariat devrait commencer à recueillir et diffuser ce type de données à l'échelon international.

36. Les données ne sont pas toujours directement disponibles à l'échelon national. Le Département des affaires économiques et sociales publie une enquête biennale sur l'administration en ligne dans laquelle figure notamment l'indice de développement de l'administration électronique, indicateur composite indiquant dans quelle mesure les administrations nationales sont disposées et aptes à utiliser les technologies de l'information et de la communication pour assurer des services publics. En 2012, la République de Corée se situait en première place au niveau mondial à cet égard et, comme on le verra au tableau 6, l'Asie en moyenne venait en tête de toutes les régions.

⁷ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2007, supplément n° 4* (E/2007/24 – E/CN.3/2007/30), chap. I, sect. B, décision 38/104, alinéa. d).

Tableau 6

Indice de développement de l'administration électronique dans les différentes régions

Région	Indice de développement de l'administration électronique
Afrique	0,278
Asie	0.5403
Europe	0.4992
Océanie	0,424
Monde	0,4882

Source: *United Nations e-Government Survey 2012*, Publication des Nations Unies, numéro de vente E.12.II.H.2.

III. Mesurer les progrès dans la réalisation des cibles du Sommet mondial sur la société de l'information

37. Le Sommet mondial sur la société de l'information a été une initiative multipartite qui a réuni des gouvernements et des représentants du secteur privé et de la société civile pour examiner les moyens de retirer l'intégralité des avantages de l'utilisation des TIC aux fins du développement en vue de l'édification d'une société de l'information inclusive. Le Sommet est convenu d'une série d'engagements et de mesures que devrait prendre la communauté internationale. Il a également décidé de fixer 10 cibles à atteindre d'ici à 2015, parallèlement aux Objectifs du Millénaire pour le développement, afin de mesurer ses résultats. Ces cibles sont les suivants:⁸

- Cible 1: Connecter les villages aux technologies de l'information et de la communication et créer des points d'accès communautaire;
- Cible 2: Connecter les établissements d'enseignement secondaire ou supérieur et les écoles primaires aux technologies de l'information et de la communication;
- Cible 3: Connecter les centres scientifiques et les centres de recherche aux technologies de l'information et de la communication;
- Cible 4: Connecter les bibliothèques publiques, les centres culturels, les musées, les bureaux de poste et les services d'archives aux technologies de l'information et de la communication;
- Cible 5: Connecter les centres de santé et les hôpitaux aux technologies de l'information et de la communication;
- Cible 6: Connecter toutes les administrations publiques, locales et centrales, et les doter d'un site web et d'une adresse électronique;
- Cible 7: Adapter tous les programmes des écoles primaires ou secondaires afin de relever les défis de la société de l'information, compte tenu des conditions propres à chaque pays;

⁸ Voir Plan d'action du Sommet (A/C.2/59/3, annexe, chap. I, sect. B, para. 6).

- Cible 8: Donner à toute la population mondiale accès aux services de télévision et de radiodiffusion;
- Cible 9: Encourager l'élaboration de contenus et réunir les conditions techniques propres à faciliter la présence et l'utilisation de toutes les langues du monde sur l'Internet;
- Cible 10: Faire en sorte que plus de la moitié des habitants de la planète aient à leur portée un accès aux technologies de l'information et de la communication.

38. Les indicateurs fondamentaux du Partenariat donnent un aperçu de la situation concernant plusieurs de ces cibles, notamment celles qui ont trait à l'infrastructure, aux ménages, à l'éducation en ligne et à l'administration en ligne. De plus, le Conseil économique et social a recommandé que le Partenariat se penche sur la définition de points de comparaison et d'indicateurs, y compris des indicateurs d'impact, qui seraient soumis à la Commission de statistique pour examen et décision, afin de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et cibles fixés dans les documents issus du Sommet mondial sur la société de l'information, en particulier à la section B du Plan d'action adopté à Genève⁹.

39. Mesurer les résultats des cibles précitées est essentiel pour apprécier la réalisation des objectifs du Sommet. En conséquence, l'examen d'ensemble de la réalisation des résultats du Sommet qui doit être effectué en 2014-2015¹⁰ tiendra compte de ces indicateurs statistiques et évaluera les progrès. Cet examen se fera en deux temps. Pendant une première phase, les commissions régionales examineront la disponibilité des indicateurs des cibles du Sommet mondial sur la société de l'information dans leurs régions respectives. Sur ce point, le secrétariat envisage d'adresser un questionnaire aux États membres d'ici à la fin de 2012 ou au début de 2013. Pendant la deuxième phase, une fois identifiées les lacunes des données, le secrétariat procèdera, en collaboration avec les organismes compétents du Partenariat, à la collecte et à l'analyse des indicateurs. L'examen des résultats du Sommet mondial coïncidera avec celui des Objectifs du Millénaire pour le développement. De nouvelles cibles, portant notamment sur les TIC, pourront être inscrites parmi les objectifs du développement durable au-delà de 2015.

IV. Travaux en cours: questions émergentes intéressant la région de l'Asie et du Pacifique

40. Conformément aux mandats fixés par les États membres et au domaine de compétence particulier de chaque institution membre, le Partenariat met au point de nouveaux types de repères pour informer et guider la prise de décisions sur les nouveaux sujets relatifs aux TIC. Le programme de développement pour l'après-2015 étant centré sur les objectifs du développement durable, le Partenariat met au point des méthodologies et revoit constamment les pratiques et indicateurs en vigueur pour faire en sorte que la collecte de données tienne bien compte des possibilités et des difficultés liées aux TIC sur le plan économique, social et environnemental. On trouvera ci-après quelques-unes des principales questions intéressant la région:

⁹ Conseil économique et social, résolution 2008/3 du 18 juillet 2008.

¹⁰ Voir résolution 60/252 de l'Assemblée générale.

A. Cyberdéchets

41. On estime que pour la première fois d'ici à la fin de 2012, le nombre des appareils électroniques en circulation dépassera le nombre des habitants de la planète. Pour la région Asie-Pacifique, comme pour d'autres régions du monde connaissant une dégradation massive de l'environnement, les cyberdéchets en viennent à créer un problème croissant de santé et d'environnement. D'après des estimations, d'ici 10 ans, les pays en développement remplaceront les pays développés comme principale source de cyberdéchets. Le transfert illégal de cyberdéchets des pays développés vers les pays en développement suscite également de graves préoccupations. De tels mouvements sont rigoureusement contrôlés et limités par la Convention de Bâle¹¹, que la plupart des pays membres de la CESAP ont ratifiée. Malgré cela on signale de nombreux cas de flux illégaux de matériels électroniques dangereux atteignant les pays en développement de la région.

42. Étant très exposés aux problèmes liés aux cyberdéchets, les pays en développement de la CESAP gagneraient à mieux comprendre la production et les flux de cyberdéchets. Un groupe spécial a été créé récemment au sein du Partenariat avec un tel mandat. Ce groupe est dirigé par le secrétariat de la Convention de Bâle du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et compte le secrétariat de la CESAP parmi ses membres.

B. Indicateurs sociaux

43. Il est essentiel de bien comprendre les liens entre l'accès aux TIC et les vulnérabilités socioéconomiques liées à l'âge, au sexe et au niveau de revenu pour évaluer l'impact de transformation sociale des TIC et les dangers qui surgissent dès lors que des innovations technologiques offrent de nouvelles possibilités disproportionnées à certains groupes de personnes. Par exemple, dans les pays développés, on estime qu'environ un tiers des enfants utilisent l'Internet dès l'âge de six ans, ce qui leur offre des possibilités, mais aussi les expose à de nouvelles formes de vulnérabilité qui ne sont pas encore pleinement comprises. De la même manière, il est essentiel d'examiner, sous l'angle de la pertinence et du coût, dans quelle mesure les TIC sont abordables pour les femmes par rapport aux hommes, si l'on veut modifier les attitudes séculaires de la société et éliminer les vestiges des formes de pouvoir traditionnelles. Certains des indicateurs fondamentaux du Partenariat sont déjà ventilés par âge et par sexe et d'autres pourraient aisément l'être moyennant un effort supplémentaire marginal dans la collecte des données. Le secrétariat travaille en étroite contact avec le Partenariat pour faire en sorte que ces questions reçoivent plus d'attention.

C. Réseaux d'infrastructure

44. Les progrès technologiques rendant nécessaire une révision constante de l'infrastructure existante et de la mise en place d'une nouvelle infrastructure, des indicateurs additionnels portant sur le trafic de données, la capacité des réseaux et la diffusion numérique, de même que sur les production de revenus et les investissements dans les réseaux, faciliteraient les processus de planification tant pour les pouvoirs publics que pour le secteur privé. Avec l'appui du secrétariat, ces questions ont été inscrites à l'ordre du jour de la dixième Réunion mondiale sur les télécommunications et les indicateurs des TIC, qui s'est tenue à Bangkok du 25 au 27 septembre 2012.

¹¹ Nations Unies, *Recueil des traités*, vol. 1673, n° I-28911.

D. Indicateurs économiques

45. Le Partenariat a élaboré des indicateurs sur le commerce des produits de TIC qu'il doit encore les compléter par des indicateurs sur le commerce des services de TIC ou sur le commerce facilité par les TIC. Avec la délocalisation des entreprises et l'émergence rapide d'un vaste secteur d'exportation des services de TIC dans la région, de tels indicateurs sont devenus très nécessaires. En conséquence, le Partenariat va bientôt lancer des consultations internationales sur l'élaboration de nouveaux indicateurs du commerce des technologies de l'information et des services facilités par les TIC. Il travaille également à la mise au point d'une méthode permettant de mesurer l'impact économique des TIC. Ces indicateurs seront d'autant plus utiles aux pays membres et membres associés de la CESAP qu'ils seront adaptés à leurs besoins et à leurs capacités statistiques et non pas conçus en fonction de la situation des pays développés. Dans ce contexte, une contribution analytique de la part du secrétariat et sa participation aux consultations pourrait permettre de veiller à ce qu'il soit tenu compte des intérêts de la région dans les nouveaux indicateurs fondamentaux.

V. Questions soumises à l'examen du Comité

46. Le Comité voudra peut-être examiner les questions traitées ci-dessus et donner ses directives au secrétariat sur les travaux à entreprendre à l'avenir dans les domaines suivants:

A. Partenariat pour la mesure des TIC au service du développement

47. Comme on l'a déjà vu, le Partenariat a joué un rôle important pour élaborer des normes et méthodologies internationales harmonisées permettant de mesurer les TIC dans un nombre croissant de domaines relatifs au développement. Ce faisant, il a utilisé les normes internationales existantes et a renforcé la coordination interinstitutions; il s'est employé à éviter les efforts inutiles et coûteux et à encourager les synergies. Le Partenariat a également apporté une assistance technique utile aux pays en développement, y compris certain pays de la région Asie-Pacifique.

48. Considérant les réalisations du Partenariat, les membres et membres associés de la CESAP voudront peut-être envisager de renforcer l'appui qu'ils apportent à ses travaux. Plus précisément, puisque les données sur les indicateurs fondamentaux sont insuffisantes dans la région, les pays membres et membres associés de la CESAP voudront peut-être envisager les moyens de faire davantage pour rassembler et communiquer au Partenariat des données sur les indicateurs de la liste fondamentale ainsi que d'autres données sur les TIC concernant leurs propres besoins. Les membres et membres associés voudront peut-être aussi donner des directives sur les moyens par lesquels le secrétariat pourrait, en collaboration avec les membres de la CESAP, renforcer sa collaboration au Partenariat. Ainsi, en sa qualité de fondateur du Partenariat, le secrétariat pourrait participer aux activités ci-après:

- a) Développer son rôle d'organe de liaison entre la région et d'autres institutions du Partenariat;
- b) Tenir la région au courant des initiatives du Partenariat qui présentent de l'intérêt pour ses institutions statistiques et pour les responsables du domaine des TIC;
- c) Veiller à ce que les nouveaux indicateurs reflètent les besoins et la capacité statistique de la région et recenser les domaines des TIC qui doivent

faire l'objet de mesures plus systématiques et qui requièrent de normes internationales;

d) Constituer une base analytique sur les questions émergentes concernant les TIC telles que les cyberdéchets et les indicateurs sociaux des TIC;

e) Offrir une mise à jour périodique en ligne sur la disponibilité de tous les indicateurs fondamentaux du Partenariat dans la région;

f) Continuer à organiser des activités de renforcement des capacités dans le cadre des programmes de formation du CAPFTIC.

B. Sommet mondial sur la société de l'information

49. Conformément à la demande du Conseil économique et social, le Partenariat entreprend un examen de la réalisation des cibles du Sommet mondial sur la société de l'information. Les membres et membres associés de la CESAP sont invités à apporter leur contribution à l'examen régional mené par le secrétariat en facilitant la coopération des différents ministères avec ce dernier et avec le Partenariat sur les questions relatives aux politiques en matière des statistiques et d'informatique afin que les données nécessaires puissent être communiquées en temps utile. Cela comprendrait l'envoi en temps utile de réponses au questionnaire de la CESAP sur la disponibilité des données relatives aux indicateurs des cibles du Sommet mondial sur la société de l'information. Ces initiatives seront également portées à l'attention des bureaux nationaux de statistique par le secrétariat à l'occasion d'une manifestation parallèle sur les statistiques des TIC qui aura lieu le 14 décembre 2012, au cours de la troisième session du Comité de statistique, prévue à Bangkok du 12 au 14 décembre 2012.

VI. Conclusions

50. Vu l'importance croissante des TIC, les responsables des politiques et le grand public se trouvent de plus en plus confrontés à la nécessité d'obtenir des statistiques pertinentes et internationalement comparables sur un grand nombre de questions relatives à ces technologies.

51. Lors du Sommet mondial sur la société de l'information, la communauté internationale, y compris les membres et membres associés de la CESAP a décidé d'un commun accord d'améliorer la mesure des TIC et s'est engagée à produire des données sur les TIC, notamment par l'intermédiaire du Partenariat. Certaines statistiques sont déjà largement disponibles. Par contre, la disponibilité de certaines autres est encore très limitée et un appui de la communauté internationale sera nécessaire pour créer les capacités voulues, en particulier dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays insulaires du Pacifique.

52. L'examen régional de la réalisation des objectifs du Sommet mondial sur la société de l'information qui sera organisé sous les auspices de la CESAP permettra de mieux percevoir les lacunes des données dans la région et aidera à créer une base factuelle pour des politiques qui permettront de créer des synergies entre les TIC et les objectifs du développement durable dans le contexte du programme de développement pour l'après-2015.

Annexe I

Liste révisée et élargie des indicateurs fondamentaux relatifs aux technologies de l'information et de la communication du Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement

Indicateurs fondamentaux sur l'infrastructure de TIC et l'accès aux TIC (UIT)

- A1 Lignes téléphoniques fixes par 100 habitants
- A2 Abonnements aux services de téléphonie mobile cellulaire par 100 habitants
- A3 Abonnés à l'Internet fixe par 100 habitants
- A4 Abonnés à l'Internet fixe à haut débit par 100 habitants
- A5 Abonnements mobiles à haut débit par 100 habitants
- A6 Largeur de bande Internet internationale par habitant (bits/seconde/habitant)
- A7 Pourcentage de la population couvert par le réseau de téléphonie mobile cellulaire
- A8 Tarifs mensuels d'accès à l'Internet fixe à haut débit en dollars des États-Unis, en tant que pourcentage du revenu mensuel par personne
- A9 Tarifs mensuels de la téléphonie mobile cellulaire prépayée, en dollars des États-Unis, en tant que pourcentage du revenu mensuel par personne
- A10 Pourcentage de localités disposant de centres publics d'accès à l'Internet (PIAC)

Indicateurs fondamentaux sur l'accès aux TIC et leur utilisation par les ménages et les particuliers (UIT)

- HH1 Proportion de ménages disposant d'un poste de radio
- HH2 Proportion de ménages disposant d'un poste de télévision
- HH3 Proportion de ménages disposant du téléphone
- HH4 Proportion de ménages disposant d'un ordinateur
- HH5 Proportion de particuliers ayant utilisé un ordinateur dans les 12 derniers mois
- HH6 Proportion de ménages disposant d'un accès à l'Internet à domicile
- HH7 Proportion de particuliers ayant utilisé l'Internet dans les 12 derniers mois
- HH8 Lieu de l'utilisation de l'Internet par les particuliers dans les 12 derniers mois
- HH9 Activités sur Internet entreprises par des particuliers dans les 12 derniers mois
- HH10 Proportion des particuliers ayant utilisé un téléphone mobile cellulaire dans les 12 derniers mois
- HH11 Proportion de ménages disposant d'un accès à l'Internet, par mode d'accès
- HH12 Fréquence d'utilisation de l'Internet par les particuliers dans les 12 derniers mois

Indicateurs fondamentaux sur l'utilisation des TIC par les entreprises (CNUCED)

- B1 Proportion d'entreprises utilisant des ordinateurs
- B2 Proportion d'employés utilisant régulièrement un ordinateur
- B3 Proportion d'entreprises utilisant l'Internet
- B4 Proportion d'employés utilisant régulièrement l'Internet
- B5 Proportion d'entreprises présente sur le Web
- B6 Proportion d'entreprises disposant d'un intranet

- B7 Proportion d'entreprises recevant des commandes par Internet
- B8 Proportion d'entreprises passant des commandes par Internet
- B9 Proportion d'entreprises utilisant l'Internet, par mode d'accès
- B10 Proportion d'entreprises disposant d'un réseau local (LAN)
- B11 Proportion d'entreprises disposant d'un extranet
- B12 Proportion d'entreprises utilisant l'Internet, par type d'activité

Indicateurs fondamentaux sur le secteur (productif) des TIC et sur le commerce des biens de TIC (CNUCED)

- ICT1 Proportion de la main-d'œuvre totale du secteur des entreprises présente dans les secteurs des TIC
- ICT2 Part de valeur ajoutée brute du secteur des TIC
- ICT3 Importations de biens de TIC en tant que pourcentage des importations totales
- ICT4 Exportations de biens de TIC en tant que pourcentage des exportations totales

Indicateurs fondamentaux sur les TIC dans l'éducation (IS-UNESCO)

- ED1 Proportion d'écoles disposant d'un poste de radio utilisé à des fins d'enseignement
- ED2 Proportion d'écoles disposant d'un poste de télévision utilisé à des fins d'enseignement
- ED3 Proportion d'écoles disposant d'une installation de communication téléphonique
- ED4 Rapport élèves-par-ordinateur dans les écoles offrant un enseignement assisté par ordinateur
- ED5 Proportion d'écoles disposant d'un accès à l'Internet, par mode d'accès
- ED6 Proportion d'élèves disposant d'un accès à l'Internet à l'école
- ED7 Proportion d'élèves inscrits à des études tertiaires dans des filières relatives aux TIC
- ED8 Proportion d'enseignants qualifiés en TIC dans les écoles

Indicateurs fondamentaux sur l'utilisation des TIC par administration (CEA)

- EG1 Proportion de travailleurs dans des organismes de l'administration centrale utilisant habituellement des ordinateurs
- EG2 Proportion de travailleurs dans des organismes de l'administration centrale utilisant habituellement l'Internet
- EG3 Proportion d'organismes de l'administration centrale ayant un réseau local (LAN)
- EG4 Proportion d'organismes de l'administration centrale ayant un intranet
- EG5 Proportion d'organismes de l'administration centrale ayant un accès à l'Internet, par mode d'accès
- EG6 Proportion d'organismes de l'administration centrale présents sur le Web
- EG7 Services en ligne sur l'Internet spécifiques auxquels les citoyens ont accès, selon le degré de complexité du service

Annexe II

Disponibilité des indicateurs fondamentaux

Tableau 1

Disponibilité des indicateurs fondamentaux: comparaison interrégionale

Région et période		Disponibilité moyenne des indicateurs pour la région			
		A1-A10	HH1-HH12	B1-B12+ICT1,ICT2	ED1-ED8
Afrique	2003-2005	53,8	5,2	N/A	N/A
	2008-2010	65,2	11,3	5,4	6,5
Asie-Pacifique	2003-2005	53,2	11,0	N/A	N/A
	2008-2010	60,1	23,4	14,7	3,0
Asie centrale et pays d'Europe du Sud- Est	2003-2005	53,9	11,8	N/A	N/A
	2008-2010	78,7	42,1	29,6	6,8
Amérique latine et Caraïbes	2003-2005	54,7	22,0	N/A	N/A
	2008-2010	73,7	34,4	14,4	56,4
Asie occidentale	2003-2005	73,6	12,5	N/A	N/A
	2008-2010	74,9	37,5	34,9	17,0
Autres pays (principalement OCDE)	2003-2005	60,3	62,5	N/A	N/A
	2008-2010	76,0	78,7	83,0	15,2
Total	2003-2005	55,6	22,6	N/A	N/A
	2008-2010	69,8	36,4	N/A	N/A

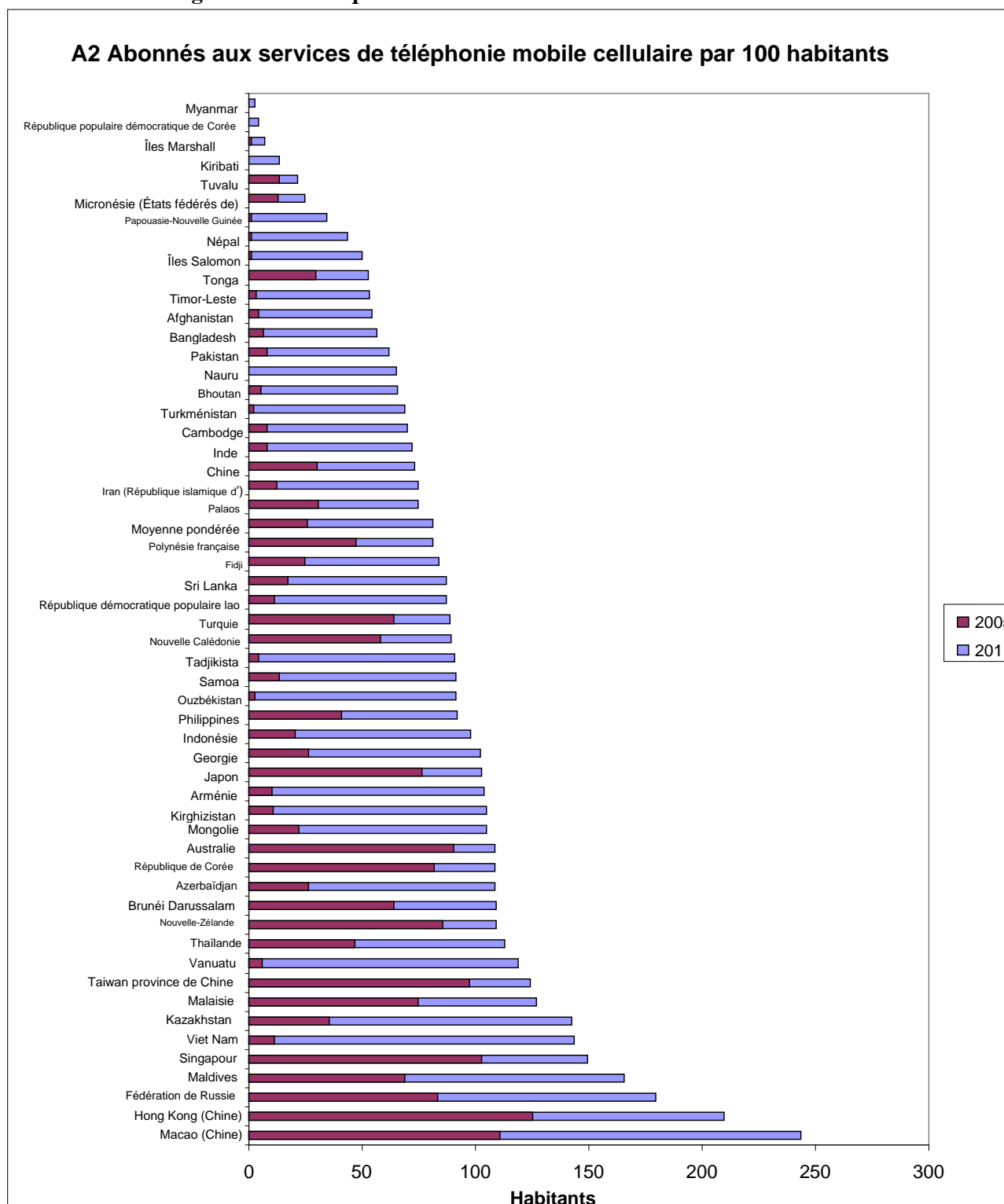
Source: CESAP, document d'information sur les statistiques des TIC pour le rapport du Partenariat sur la mesure des TIC pour le développement. Voir unstats.un.org/unsd/statcom/sc2012.htm. Consulté le 8 octobre 2012.

Annexe III

Niveaux des indicateurs fondamentaux dans la région Asie-Pacifique

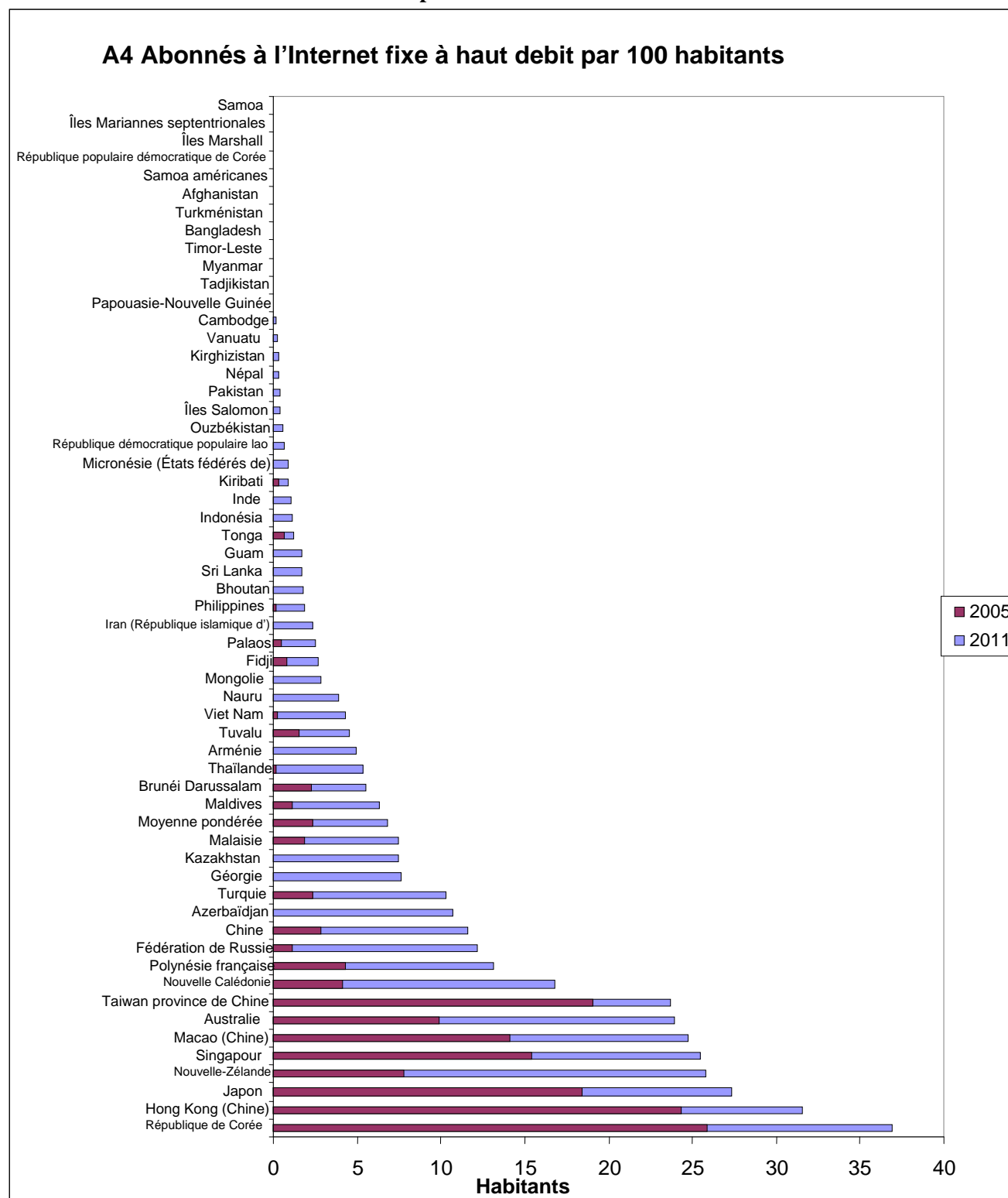
Figure 1

A2: Abonnés aux services de téléphonie mobile cellulaire par 100 habitants dans les pays et territoires de la région Asie-Pacifique



Source: CESAP, à partir de la base de données de l'UIT sur les télécommunications mondiales et les indicateurs de TIC.

Figure 2

A4: Abonnés à l'Internet fixe à haut débit par 100 habitants

Source: CESAP, à partir de la base de données de l'UIT sur les télécommunications mondiales et les indicateurs de TIC